ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION QUARANTIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mardi 19 mars 2013 — N° 30
Treize heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Bourget sur le sujet suivant : *15e édition de la Soirée des Jutra.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Félicitations à Dre Djamila Benmebarek.*
- Le député de Marie-Victorin sur le sujet suivant : *Hommage au céramiste Maurice Savoie.*
- La députée de Laporte sur le sujet suivant : *Finale des Jeux du Québec.*
- La députée de Charlesbourg sur le sujet suivant : *65e anniversaire du Patro de Charlesbourg.*
- Le député de Rouyn-Noranda–Témiscamingue sur le sujet suivant : *Prix remporté par le Théâtre du Rift de Ville-Marie.*
- La députée de l'Acadie sur le sujet suivant : *30e anniversaire de Concertation-Femme.*
- Le député de La Prairie sur le sujet suivant : *Ligue de hockey pour adultes de La Prairie.*
- Le député de Papineau sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Vanessa Lepage Joanisse, du club de boxe Petite-Nation.*
- Le député de Repentigny sur le sujet suivant : *Journée mondiale de l'eau.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS
a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

1) Projet de loi n° 3
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévoir des élections à date fixe
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne le 7 novembre 2012
Reprise du débat ajourné au nom du député de Lotbinière-Frontenac le **15 novembre 2012**

2) Projet de loi n° 12
Loi modifiant la Loi sur la police concernant les enquêtes indépendantes
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **29 novembre 2012**

3) Projet de loi n° 14
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre responsable de la Charte de la langue française le **5 décembre 2012**

4) Projet de loi n° 17
Loi modifiant le Code des professions en matière de justice disciplinaire
Présenté par le ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles le **13 février 2013**

5) Projet de loi n° 18
Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le **21 février 2013**

6) Projet de loi n° 20
Loi sur l'enregistrement des armes à feu
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **19 février 2013**

7) Projet de loi n° 21
Loi visant l'optimisation de l'action gouvernementale en matière de prestation de services aux citoyens et aux entreprises
Présenté par la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **13 février 2013**

8) Projet de loi n° 22
Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels
Présenté par le ministre de la Justice le **21 février 2013**

9) Projet de loi n° 23
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique concernant certains services éducatifs aux élèves âgés de moins de cinq ans
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le **14 mars 2013**

10) Projet de loi n° 24
Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le **14 mars 2013**

11) Projet de loi n° 25
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 20 novembre 2012
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le **21 février 2013**

_____

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

12) Projet de loi n° 26
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités en matière de financement
Présenté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le **12 mars 2013**

Étude détaillée en commission

13) Projet de loi n° 7
Loi modifiant la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier et d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre des Ressources naturelles le 15 novembre 2012
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 7 décembre 2012
Principe adopté le **21 février 2013**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

14) Projet de loi n° 10
Loi permettant de relever provisoirement un élu municipal de ses fonctions
Présenté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le 15 novembre 2012
Principe adopté le 29 novembre 2012
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **4 décembre 2012**

15) Projet de loi n° 13
Loi modifiant la Loi électorale concernant le vote hors circonscription dans les locaux des établissements d'enseignement postsecondaire
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne le 30 novembre 2012
Principe adopté le **12 mars 2013**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

16) Projet de loi n° 190
Loi modifiant la Loi électorale afin de réduire les dépenses des partis politiques et la contribution maximale d'un électeur
Présenté par le député de Chauveau le **1er novembre 2012**

17) Projet de loi n° 191
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Mercier le **14 novembre 2012**

18) Projet de loi n° 192
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Lévis le **15 novembre 2012**

19) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Granby le **13 février 2013**

20) Projet de loi n° 194
Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **15 novembre 2012**

21) Projet de loi n° 195
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Gouin le **28 novembre 2012**

22) Projet de loi n° 197
Loi sur la création d'emploi et de richesse par le développement durable de l'activité minière
Présenté par le député de Rivière-du-Loup–Témiscouata le **27 novembre 2012**

23) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député de Saint-Jérôme le **21 février 2013**

24) Projet de loi n° 390
Loi sur la révision des avantages financiers octroyés aux membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Chauveau le **12 mars 2013**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat conféré par une loi

- Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion et ses engagements financiers 2011-2012.
- Audition portant sur les contrats de services professionnels liés au traitement de l'information.
- Audition portant sur la qualité de l'air dans les écoles primaires.
- Audition portant sur les services d'hébergement.
- Audition portant sur le déficit d'entretien des infrastructures publiques.
- Audition portant sur le Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique.
- Audition portant sur la gestion du Tribunal administratif du Québec.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Corporation d'urgences-santé.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère des Finances.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

- Poursuite de la rédaction du rapport faisant suite aux consultations particulières tenues à l'Assemblée nationale les 29 et 30 janvier 2013 sur les impacts reliés au déclassement de la centrale nucléaire Gentilly-2 et le plan de diversification économique pour les secteurs du Centre-du-Québec et de la Mauricie (mandat confié le 12 mars 2013).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 7**, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 21 février 2013).

Mandat conféré par une loi

- Étude du bilan quinquennal de l'état des forêts du domaine de l'État et des résultats obtenus en matière d'aménagement durable de la forêt.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 10**, Loi permettant de relever provisoirement un élu municipal de ses fonctions (mandat confié le 29 novembre 2012).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- **Projet de loi n° 14**, Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 7 décembre 2012).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat réglementaire

Interpellation :

- Du député de La Prairie à la ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec sur le sujet suivant : *Le manque de vision de la politique industrielle du gouvernement et de son « napperon consultation »* (avis donné le 14 mars 2013).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 21**, Loi visant l'optimisation de l'action gouvernementale en matière de prestation de services aux citoyens et aux entreprises (mandat confié le 12 mars 2013).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- Rapport quinquennal de la Commission d'accès à l'information du Québec intitulé « Technologies et vie privée à l'heure des choix de société » (mandat confié le 21 février 2013).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 12**, Loi modifiant la Loi sur la police concernant les enquêtes indépendantes (mandat confié le 14 février 2013).
- **Projet de loi n° 17**, Loi modifiant le Code des professions en matière de justice disciplinaire (mandat confié le 21 février 2013).
- **Projet de loi n° 22**, Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (mandat confié le 14 mars 2013).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 13**, Loi modifiant la Loi électorale concernant le vote hors circonscription dans les locaux des établissements d'enseignement postsecondaire (mandat confié le 12 mars 2013).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport quinquennal du Commissaire au lobbyisme intitulé « Proposition de modification à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme ».

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Curateur public.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2011-2012 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Outaouais, Côte-Nord, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Mauricie et Centre-du-Québec, Lanaudière, Bas-Saint-Laurent, Montérégie, Chaudière-Appalaches, Estrie, Capitale-Nationale, Laval, Montréal, Laurentides, Saguenay–Lac-Saint-Jean et Abitibi-Témiscamingue (déféré le 15 novembre 2012).

- Étude du rapport annuel 2011-2012 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (déféré le 14 février 2013).

Mandat réglementaire

Étude de pétitions :

- Pétition 419-20130214 concernant une loi autorisant une personne handicapée d'être toujours accompagnée de son chien d'assistance.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

- Faire la lumière sur les événements survenus le 24 octobre dernier concernant les interventions du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs auprès de l'organisme public et indépendant qu'est le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (mandat confié le 22 novembre 2012).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

Les questions déjà inscrites paraissent au Feuilleton du mercredi

6) M. Bonnardel (Granby) – **19 mars 2013**
Au ministre des Transports :

Au Québec, tout propriétaire d'un véhicule routier doit l'immatriculer, à moins d'en être exempté par le *Code de la sécurité routière*.

Inclus dans le coût d'immatriculation des véhicules hors route, il y a une contribution spéciale servant à soutenir un programme d'assistance financière pour développer et entretenir le réseau québécois des sentiers.

Plusieurs propriétaires de véhicules tout-terrain (VTT), comme les agriculteurs et les forestiers, ne les utilisent jamais à cette fin, mais plutôt pour leurs activités agricoles ou forestières.

Le ministre des Transports peut-il nous expliquer pourquoi ces propriétaires sont tenus, par le biais de leur immatriculation, de payer 21 $ pour l'entretien des réseaux de sentiers réservés aux VTT ?

De plus, à combien se chiffre le montant total des contributions reçues par la SAAQ pour les VTT et quel est le montant effectivement versé par la SAAQ pour développer et entretenir les réseaux de sentiers réservés aux VTT ?

7) M. Bonnardel (Granby) – **19 mars 2013**
Au ministre des Transports :

Au Québec, tout propriétaire d'un véhicule routier doit l'immatriculer, à moins d'en être exempté par le *Code de la sécurité routière*, et les véhicules sont en général immatriculés selon leur utilisation.

Dans le cas des tracteurs de ferme, la plaque C (véhicules à circulation restreinte) permet à son propriétaire de l'utiliser à n'importe quelle fin, incluant le déneigement commercial, alors qu'un entrepreneur en déneigement doit quant à lui immatriculer son véhicule avec une plaque F (autres véhicules).

Le coût d'immatriculation pour un tracteur de ferme est de 38,19 $ par année, tandis que le coût d'immatriculation d'un véhicule utilisé pour le déneigement varie entre 347,21 $ et 760,21 $, selon le poids du véhicule.

Le risque d'accident est sensiblement le même que le déneigement soit fait par un agriculteur ou par un entrepreneur en déneigement, mais que la prime perçue pour la contribution à l'assurance automobile de la plaque C (27,54 $) est bien inférieure à celle de la plaque F (148,96 $).

Le ministre des Transports peut-il nous donner les raisons pour lesquelles les entrepreneurs en déneigement n'ont pas droit au même avantage dont bénéficient les agriculteurs qui font du déneigement commercial ?

Quel est le portrait et le détail du nombre de véhicules de déneigement immatriculés par des agriculteurs et du nombre de véhicules de déneigement immatriculés par des entreprises de déneigement ? Quels sont les coûts reliés à ces immatriculations ?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

a) 14 mars 2013
Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels et d'autres dispositions législatives – *ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor*.

b) 14 mars 2013
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale – *ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne*.

c) 14 mars 2013
Loi sur l'économie sociale – *ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*.

Projets de loi publics au nom des députés

d) 27 novembre 2012
Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux afin d'améliorer la gestion des listes d'accès aux services médicaux spécialisés et surspécialisés – *député de Jean-Talon*.

e) 12 février 2013
Loi mettant fin à la préséance des droits miniers sur les autres usages du territoire et modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme – *député de Mercier*.

Projets de loi d'intérêt privé

Interpellations

f) 30 octobre 2012
Interpellation du député d'Outremont au ministre des Finances et de l'Économie sur le sujet suivant : *Les impacts des décisions du gouvernement péquiste sur les finances publiques du Québec*.

II. NOUVEAUX PRÉAVIS